



GRAND PARIS  
**SEINE  
& OISE**  
COMMUNAUTÉ URBAINE

## **FONDS DE CONCOURS MOINS DE 5000 HABITANTS CONVENTION FINANCIERE COMMUNAUTE URBAINE / COMMUNE DE TESSANCOURT-SUR-AUBETTE**

Vu l'article L5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit qu'afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Communauté Urbaine et les Communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du Conseil Communautaire et des Conseils Municipaux concernés,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 29 septembre 2016 portant création et règlement d'attribution de fonds de concours pour les communes de moins de 5000 habitants,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 8 février 2018 portant modification du règlement d'attribution de fonds de concours pour les communes de moins de 5000 habitants,

Vu les délibérations du Conseil communautaire du 19 mai 2022 et 19 décembre 2024, modifiant le règlement d'attribution des fonds de concours de la Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise,

Considérant l'intérêt, dans le cadre du projet de territoire et eu égard au principe de solidarité communautaire, de réaliser l'opération présentée par la Commune de Tessancourt-sur-Aubette,

Considérant que le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours,

Il est convenu ce qui suit :

Entre :

**La Communauté Urbaine Grand Paris Seine & Oise**, sise Immeuble Autoneum, rue des Chevries à Aubergenville, représentée par son Président, Cécile ZAMMIT-POPESCU, dûment habilité par délibération N° XXX,  
Ci-après désignée la CU,

Et

**La Commune de Tessancourt-sur-Aubette**, sise Grande rue, 78250 Tessancourt-sur-Aubette, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération N°DL-78609-25-08 du 25 juin 2025,  
Ci-après désignée la Commune,

### **Article 1 : Objet**

La présente convention vise à préciser les conditions d'attribution du fonds de concours de GPS&O ainsi que les engagements réciproques des parties.

Le projet de la Commune éligible au fonds de concours des communes de moins de 5 000 habitants (2022-2026), se décompose comme suit conformément à l'annexe 1 ci-jointe :

- Equipement informatique de l'école ;
- Sécurisation de l'école municipale ;
- Sécurisation du court de tennis ;
- Eclairage du terrain de football.

## **Article 2 : Engagements de la Commune bénéficiaire**

La Commune s'engage à débiter l'exécution des travaux dans un délai de 2 ans suivant la date de notification de la décision d'attribution (sauf cas de difficultés exceptionnelles justifiées par la commune avant l'expiration du délai normal). A défaut, le fonds de concours sera annulé de plein droit. Pour les communes ayant demandé un démarrage anticipé des travaux, le délai court à partir de la date de l'autorisation qui lui aura été accordée.

La Commune s'engage à achever les travaux et à solliciter le versement du fonds dans un délai maximum de 2 ans suivant la date de la notification dudit fonds. Ce délai pourra être prorogé de 2 ans sur demande dûment justifiée du bénéficiaire. Sur demande expresse auprès du Président et dans le cadre d'aléas avérés et justifiés une dernière prorogation pourra être accordée.

La commune bénéficiaire du fonds de concours s'engage à informer la CU de toute subvention qu'elle percevra après le dépôt du dossier et non comptabilisé dans le plan de financement initial.

La Commune informera sans délai les services de la CU si une opération était abandonnée.

La CU se réserve le droit de demander à la commune bénéficiaire le remboursement du fonds de concours dans le cas où l'équipement ayant justifié l'acquisition foncière n'est pas réalisé sur le bien immobilier acquis.

La commune bénéficiaire s'engage à afficher les financements de la Communauté Urbaine GPS&O, à apposer le logo de GPS&O sur tout document informatif relatif à l'opération et à faire connaître son soutien (panneau de chantier, presse...).

L'utilisation du logo de GPS&O devra être faite conformément à la charte graphique éditée par la Communauté Urbaine.

## **Article 3 : Engagements de la Communauté Urbaine**

Conformément à l'article L5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, le montant du fonds de concours accordé par le financeur ne peut excéder la part de financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire. Le bénéficiaire informera le financeur de toute révision éventuelle du montant de sa participation au titre de l'opération.

Si la dépense réelle supportée par la Commune, compte tenu des éventuels cofinancements, s'avère inférieure au montant initialement prévu, le fonds de concours est révisé proportionnellement au niveau d'exécution constaté.

L'opération décrite dans l'article 1 est estimée à 61 171,93 € HT.

Compte-tenu du plan de financement présenté par la Commune, la CU s'engage à apporter une participation financière de 30 585,96 € pour la réalisation de ce projet.

Cette attribution sera déduite du montant maximum du fonds de concours dont peut bénéficier la commune sur la période 2022/2026.

## **Article 4 : Modalités de versement**

La participation financière de la CU sera versée, sur demande du bénéficiaire, dans les conditions suivantes :

- 1) Un acompte de 40 % du montant du fonds de concours pourra être versé au bénéficiaire à sa demande, sur justification du démarrage des travaux, par production d'un Ordre de Service ou du marché.
- 2) Si le fonds attribué est supérieur à 20 000 €, un deuxième acompte de 30 % pourra être réglé sur production de justificatifs attestant de la réalisation des travaux correspondant à au moins 60 % du montant du fonds de concours.
- 3) Le solde interviendra à l'achèvement des travaux sur production de l'état des factures acquittées visé par le trésorier et sur production de justificatifs sur la publicité faite sur le soutien de la Communauté Urbaine. En complément, une attestation de fin de travaux du maître d'ouvrage attestant le règlement de la dépense en section d'investissement devra être produite. Les notifications de subventions devront être également jointes à la demande de solde.

Si le coût réel de l'opération s'avère inférieur à l'estimation de base ayant déterminé le montant du fonds, le fonds de concours sera versé au vu des dépenses effectivement justifiées.

Si le coût réel de l'opération s'avère supérieur à l'estimation de base, le montant du fonds de concours ne pourra excéder le montant validé en Conseil communautaire et notifié à la commune.

#### **Article 5 : Contrôle de l'administration**

La Commune s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CU de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Un contrôle, éventuellement sur place, pourra être réalisé par la CU en vue de vérifier l'exactitude des documents fournis.

#### **Article 6 : Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **Article 7 : Règlement des litiges**

En cas de litige, quant à l'application de la présente convention, les parties conviennent de recourir à la compétence du Tribunal Administratif de Versailles.

Fait en deux exemplaires, le

Le Président,

Le Maire,

Cécile ZAMMIT-POPESCU

Paulette FAVROU

**Le Président**

## **Commune de Tessancourt-sur-Aubette**

### **Annexe 1**

#### **Équipement informatique de l'école Sécurisation de l'école municipale Sécurisation du court de tennis Éclairage du terrain de football**

#### **Description du projet**

La commune souhaite réaliser les opérations suivantes :

- *Équipement informatique de l'école* : dans le cadre de la mise en œuvre du cadre de référence des compétences numériques, l'école communale s'engage à renforcer l'enseignement et la maîtrise du numérique par les élèves. Ce cadre définit les compétences numériques et leurs niveaux de maîtrise progressive au long de la scolarité, compétences qui seront travaillées au sein de tous les enseignements. L'objectif est donc d'équiper l'école d'un équipement informatique adapté.
- *Sécurisation de l'école municipale* : dans le cadre de l'uniformisation des accès aux bâtiments et équipements publics communaux pour assurer une sécurité renforcée des biens et des personnes, il est nécessaire de mettre en place des nouveaux systèmes d'ouverture, de type ventouse, sur les portes principales du bâtiment scolaire (entrée principale de l'école et restauration scolaire). L'accès s'effectuera au travers d'un système de badge ou à code.
- *Sécurisation du court de tennis* : dans le cadre de l'uniformisation des accès aux bâtiments et équipements publics communaux pour assurer une sécurité renforcée des biens et des personnes, un nouveau système d'ouverture, de type gâche, sur le court de tennis sera également installé.
- *Éclairage du terrain de football* : actuellement l'éclairage du terrain de football est insuffisant limitant son utilisation aux heures diurnes. Cette contrainte impacte la pratique sportive en période hivernale, l'organisation d'évènements ainsi que l'optimisation des infrastructures actuelles. Il est donc urgent de procéder à son remplacement avec l'installation d'un nouveau système d'éclairage plus adapté au site et économe en énergie (type LED). Afin de répondre aux besoins prioritaires en fonction des ressources financières communales mobilisables, les travaux porteront, dans un 1<sup>er</sup> temps, sur une moitié du terrain.



## Programme :

- **Equipement informatique de l'école** : 11 167,00 € HT
- **Sécurisation de l'école municipale** : 7 101,66 € HT
- **Sécurisation du court de tennis** : 1 770,27 € HT
- **Eclairage du terrain de football** : 41 133,00 € HT

## Echéancier prévisionnel de réalisation :

01/09/2025 au 31/12/2025

Démarrage anticipé au 01/09/2025.

## Plan de financement

Coût de l'opération HT		61 171,93 €
Subventions		0,00 €
Montant fonds de concours		30 585,96 €
Participation communale		30 585,97 €

